

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-PAUL
RÈGLEMENT NUMÉRO : 202

Règlement concernant les animaux

À la séance ordinaire du conseil municipal de la Municipalité de Lac-Saint-Paul, tenue le 12 novembre 2007, à laquelle sont présents :

Daniel Meilleur, Gaétane Meilleur,
Jacques Chauvette, Gabrielle Audet,
Rose-Hélène Dufour, Sophie Laroche,
Formant quorum sous la présidence du maire Claude Ménard.

La directrice générale Suzanne Raymond est présente.

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LAC-SAINT-PAUL

RÈGLEMENT NUMÉRO 202
Règlement concernant les animaux.

CONSIDÉRANT que le Conseil désire de plus décréter que certains animaux et certaines situations ou faits constituent une nuisance et désire les prohiber;

CONSIDÉRANT la Municipalité de concernant les animaux a adopté un règlement concernant les animaux.

CONSIDÉRANT qu'avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du Conseil, tenue le 9 octobre 2007 ;

EN CONSÉQUENCE, Gabrielle Audet propose, appuyée par Rose-Hélène Dufour d'adopter le règlement portant le numéro 202 comme suit:

- Article 1 Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.
- Article 2 Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient:

DÉFINITIONS

- < animal > Chiens
- < chien-guide > Un chien entraîné pour guider un handicapé visuel.
- < contrôleur > Outre un agent de la paix, toute personne avec laquelle la Municipalité a conclu une entente pour l'autoriser à appliquer la totalité ou une partie du présent règlement.
- < dépendance > Un bâtiment accessoire à une unité d'occupation ou un terrain sur lequel est située l'unité d'occupation qui y est contigu.
- < gardien > Est aussi réputé gardien, le propriétaire, l'occupant ou le locataire de l'unité d'occupation où vit habituellement l'animal.
- Est réputé gardien, le propriétaire d'un animal ou une personne qui donne refuge à un animal, ou le nourrit, ou l'accompagne, ou qui agit comme si elle en était le maître, ou une personne ou son répondant qui fait la demande de licence tel que prévu au présent règlement.
- < personne > Désigne autant les personnes physiques que les personnes morales.

< unité d'occupation >

Une ou plusieurs pièces situées dans un immeuble et utilisées principalement à des fins résidentielles, commerciales ou industrielles.

« voie publique »

Toute route, chemin, rue, ruelle, place, pont, voie piétonnière ou cyclable, trottoir ou autre voie qui n'est pas du domaine privé.

ENTENTES

< Ententes > Article 3 La Municipalité peut conclure des ententes avec toute personne ou tout organisme pour l'autoriser à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer en tout ou en partie un règlement de la Municipalité concernant ces animaux.

Toute personne ou organisme qui se voit confier, par résolution, l'autorisation de percevoir le coût des licences et d'appliquer en tout ou en partie le présent règlement est appelé, aux fins des présentes, le contrôleur

< Application > 3.1 Le contrôleur est chargé de l'application du présent règlement.

< Pouvoir de visite >

Article 4 Le contrôleur est autorisé à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour s'assurer du respect du présent règlement, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maison, bâtiment et édifice, doit le recevoir et le laisser y pénétrer.

DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUS LES ANIMAUX

< Nombre de chiens > Article 5 Il est interdit de garder plus de deux chiens dans une unité d'occupation incluant ses dépendances. Les exploitants agricoles ne sont toutefois pas visés par la limite de deux chiens.

Article 6 Malgré l'article précédent, si un animal met bas, les petits peuvent être gardés pendant une période n'excédant pas trois mois à compter de la naissance.

« Garde » Article 7 Tout animal gardé à l'extérieur de l'unité d'occupation de son propriétaire ou ses dépendances, doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir de ce terrain.

« Chien errant » Article 8 Il est défendu de laisser en tout temps un animal errer dans une rue, ruelle, place publique ou sur une propriété privée autre que l'unité d'occupation et les dépendances du gardien de l'animal.

« Laisse » 8.1 Un chien doit être porté ou conduit par son gardien au moyen d'une laisse dont la longueur ne peut excéder 1,5 mètre, sauf lorsque le chien se trouve dans les limites de l'unité d'occupation de son gardien ou ses dépendances; dans ce dernier cas, l'article 7 s'applique.

« Licence » Article 9 Une licence doit être obtenue pour chaque chien ayant plus de trois mois d'âge et la licence est incessible et non remboursable.

Article 10 Le gardien d'un chien dans les limites de la Municipalité doit présenter la demande de licence en complétant la formule fournie par la Municipalité ou le contrôleur, à l'Hôtel de Ville, selon les modalités indiquées à l'annexe 1.

« Renseignements »

Article 11 Toute demande de licence doit indiquer les nom, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone de la personne qui fait la demande, ainsi que la race et le sexe du chien, de même que toutes les indications utiles pour établir l'identité du chien, incluant des traits particuliers, le cas échéant.

« Mineur »

Article 12 Lorsque la demande de licence est faite par un mineur, le père, la mère, le tuteur ou un répondant du mineur doit consentir à la demande au moyen d'un écrit produit avec celle-ci.

« Registre »

Article 13 Le contrôleur tient un registre où sont inscrits les noms, prénom, date de naissance, adresse et numéro de téléphone du gardien ainsi que le numéro d'immatriculation du chien pour lequel une licence est émise, de même que tous les renseignements relatifs à ce chien.

LES NUISANCES CAUSÉES PAR LES CHIENS

« Nuisances »

Article 14 Les faits, actes et gestes indiqués ci-dessous sont prohibés :

a) Lorsqu'un chien aboie ou hurle et que ces aboiements ou hurlements sont susceptibles de troubler la paix et le repos de toute personne, ou être un ennui pour le voisinage.

b) L'omission pour le gardien d'un chien, sauf d'un chien guide, d'enlever et de nettoyer immédiatement par tous les moyens appropriés, d'une propriété publique ou privée, les matières fécales de son chien.

« Chien dangereux »

Article 15

La garde des chiens ci-dessous mentionnés constitue une nuisance et est prohibée:

a) Tout chien méchant, dangereux ou ayant la rage.

b) Tout chien qui attaque ou est entraîné à attaquer, sur commande ou par un signal, un être humain ou un animal.

En outre, est réputé être dangereux tout chien ayant causé une blessure corporelle à une personne ou un animal domestique, par morsure ou griffage.

PÉNALITÉS

« Amendes »

Article 16

Quiconque, incluant le gardien d'un animal, laisse cet animal enfreindre l'une des dispositions du présent règlement, et quiconque, incluant le gardien d'un animal, contrevient par ailleurs au présent règlement, commet une infraction et est passible, pour toute violation, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100 \$) et maximale de trois cents dollars (300 \$) pour une personne physique dans le cas d'une première infraction; et d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale de six cents dollars (600 \$) pour toute personne morale dans le cas d'une première infraction; s'il s'agit d'une récidive, l'amende

minimale est de deux cents dollars (200 \$) et l'amende maximale est de six cents dollars (600 \$) pour une personne physique, et l'amende minimale est de quatre cents dollars (400 \$) et l'amende maximale est de mille deux cents dollars (1 200 \$) pour une personne morale.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour une infraction séparée et le contrevenant est passible de l'amende pour chaque jour durant lequel l'infraction se continue.

« Pouvoir de perception »

Article 17 Rien dans le présent règlement ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et pouvoirs du Conseil de la Municipalité de percevoir, par tous les moyens que la loi met à sa disposition, le coût d'une licence exigible en vertu du présent règlement ou le coût des frais de garde fixé par le présent règlement.

POURSUITES PÉNALES

« Autorisation »

Article 18 Le Conseil autorise de façon générale le contrôleur et tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence le contrôleur et tout agent de la paix, à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin.

« Règlements remplacés »

Article 19 Le présent règlement remplace le règlement numéro 191 adopté par le conseil de la Municipalité de Lac-Saint-Paul et tout autre règlement concernant les animaux en vigueur sur le territoire de la Municipalité.

« Annexe »

Article 20 L'annexe « 1 » jointe au présent règlement en fait partie intégrante comme si au long reproduite.

« Entrée en vigueur »

Article 21 Le présent règlement entrera en vigueur lors de sa publication.

Claude Ménard, maire

Suzanne Raymond, directrice générale